



novembre 2023

Cette fiche ne lie pas la Cour et n'est pas exhaustive

Droit à la protection de l'image

« [L]'image d'un individu est l'un des attributs principaux de sa personnalité, du fait qu'elle exprime son originalité et lui permet de se différencier de ses pairs. Le droit de la personne à la protection de son image constitue ainsi l'une des conditions essentielles de son épanouissement personnel. Elle présuppose principalement la maîtrise par l'individu de son image, laquelle comprend notamment la possibilité pour celui-ci d'en refuser la diffusion (...) » (arrêt [von Hannover c. Allemagne \(n° 2\)](#) de la Grande Chambre du 7 février 2012, § 96).

« [L]a liberté d'expression comprend la publication de photos (...). Il s'agit là néanmoins d'un domaine où la protection de la réputation et des droits d'autrui revêt une importance particulière, les photos pouvant contenir des informations très personnelles, voire intimes, sur un individu ou sa famille (...). » (arrêt [von Hannover c. Allemagne \(n° 2\)](#) de la Grande Chambre du 7 février 2012, § 103).

Personnages publics ou personnalités politiques

[von Hannover c. Allemagne \(requête n° 59320/00\)](#)

24 juin 2004

La requérante, la Princesse Caroline de Hanovre, avait saisi les juridictions allemandes en vue de faire interdire toute nouvelle publication de deux séries de photos sur sa vie privée parues dans des magazines allemands, au motif que celles-ci portaient atteinte à son droit à la protection de sa vie privée et de sa propre image. Ces photos firent l'objet de trois procédures devant les juridictions allemandes et débouchèrent en particulier sur des arrêts de principe rendus respectivement par la Cour fédérale de justice en 1995 et la Cour constitutionnelle fédérale en 1999, par lesquels la Princesse fut déboutée de ses demandes. La requérante soutenait devant la Cour européenne des droits de l'homme que ces décisions avaient porté atteinte à son droit au respect de sa vie privée, car elles ne lui avaient pas accordé une protection suffisante contre la publication de photos prises à son insu par des paparazzi, au motif qu'en raison de ses origines elle était une personnalité « absolue » de l'histoire contemporaine.

La Cour européenne des droits de l'homme a conclu à la **violation de l'article 8** (droit au respect de la vie privée) de la [Convention européenne des droits de l'homme](#), estimant que les juridictions allemandes n'avaient pas, en l'espèce, établi un juste équilibre entre les intérêts en présence. Elle a observé en particulier que, s'il peut exister un droit du public d'être informé y compris, dans des circonstances particulières, sur la vie privée de personnes publiques, tel n'est pas le cas en l'espèce. De l'avis de la Cour, le public n'a pas un intérêt légitime de savoir où la requérante se trouve et comment elle se comporte d'une manière générale dans sa vie privée, même si elle apparaît dans des lieux qu'on ne saurait toujours qualifier d'isolés, et ce malgré sa notoriété. Et même si cet intérêt du public existe, tout comme un intérêt commercial des magazines publiant photos et articles, ces intérêts doivent, aux yeux de la Cour, s'effacer en l'espèce devant le droit de la requérante à la protection effective de sa vie privée. Ainsi, toute personne, même connue du grand public, doit pouvoir bénéficier d'une « espérance légitime » de protection et de respect de sa vie privée. Selon la Cour, les critères définis par les juridictions internes pour distinguer une personnalité « absolue » de l'histoire

contemporaine d'une personnalité « relative » n'étaient pas suffisants pour assurer une protection effective de la vie privée de la requérante, et cette dernière aurait dû bénéficier dans les circonstances de l'espèce d'une « espérance légitime » de protection de sa vie privée.

von Hannover c. Allemagne (n° 2) (nos 40660/08 et 60641/08)

7 février 2012 (Grande Chambre)

Les requérants, la Princesse Caroline de Hanovre et son mari, le Prince Ernst August de Hanovre, dénonçaient le refus des juridictions allemandes d'interdire toute nouvelle publication de deux photos qui avaient été prises à leur insu pendant leurs vacances et publiées dans deux magazines allemands. Ils alléguaient en particulier que les tribunaux nationaux n'avaient pas tenu suffisamment compte de l'arrêt rendu en 2004 par la Cour européenne dans l'affaire *Von Hannover c. Allemagne* (voir ci-dessus).

La Cour a conclu à la **non-violation de l'article 8** (droit au respect de la vie privée) de la Convention, relevant notamment que les juridictions nationales avaient procédé à une mise en balance circonstanciée du droit des sociétés d'édition à la liberté d'expression avec le droit des requérants au respect de leur vie privée. Ce faisant, elles ont attaché une importance primordiale à la question de savoir si les photos, considérées à la lumière des articles les accompagnant, avaient apporté une contribution à un débat d'intérêt général. Elles se sont en outre penchées sur les circonstances dans lesquelles les photos avaient été prises. La Cour fédérale de justice avait modifié sa jurisprudence à la suite du premier arrêt *Von Hannover* de la Cour européenne en 2004 (voir ci-dessus) et la Cour constitutionnelle fédérale avait, pour sa part, non seulement confirmé cette jurisprudence mais également procédé à une analyse détaillée de la jurisprudence de la Cour européenne en réponse aux griefs des requérants d'après lesquels l'arrêt de la Cour fédérale de justice avait méconnu la Convention et la jurisprudence de la Cour européenne. Dans ces conditions, et eu égard à la marge d'appréciation dont les juridictions nationales disposent en la matière lorsqu'elles mettent en balance des intérêts divergents, la Cour a conclu que celles-ci n'avaient pas en l'espèce manqué à leurs obligations positives au titre de l'article 8 de la Convention.

von Hannover c. Allemagne (n° 3) (n° 8772/10)

19 septembre 2013

Cette affaire concernait la plainte de Caroline de Hanovre à l'encontre du refus des juridictions allemandes d'interdire toute nouvelle publication d'une photo la montrant avec son mari, prise à leur insu pendant leurs vacances. Cette photo était assortie d'un article dont le sujet était la tendance en cours parmi les gens fortunés à offrir à la location leurs propres maisons de vacances.

La Cour a conclu à la **non-violation de l'article 8** (droit au respect de la vie privée) de la Convention, jugeant que les juridictions allemandes avaient pris en considération les critères essentiels ainsi que la jurisprudence de la Cour pour la mise en balance des différents intérêts en jeu dans l'affaire. Elle a observé notamment qu'on ne saurait soutenir que l'article en question n'avait été qu'un prétexte afin de pouvoir publier la photo litigieuse et que le lien entre l'article et la photo avait été purement artificiel. La qualification, par la Cour constitutionnelle fédérale, puis par la Cour fédérale de justice, de l'objet de l'article comme événement d'intérêt général ne saurait passer pour déraisonnable. La Cour pouvait donc accepter que la photo litigieuse avait apporté une contribution à un débat d'intérêt général.

Schüssel c. Autriche

21 février 2002 (décision sur la recevabilité)

Invoquant l'article 8 (droit au respect de la vie privée) de la Convention, le requérant, vice-premier ministre de l'Autriche, se plaignait en particulier de l'utilisation de sa photo sur des autocollants, à côté de la photo du politicien de droite Jörg Haider, avec le slogan « Ceux qui broient la sécurité sociale et ceux qui dépouillent l'éducation ont le même visage ».

La Cour a déclaré la requête **irrecevable** (manifestement mal fondée). Elle a estimé que la Cour suprême autrichienne avait convenablement mis en balance l'intérêt général à ce qu'il y ait un débat politique ouvert, tel que protégé par l'article 10 (liberté d'expression) de la Convention, et l'intérêt du requérant à éviter la publication de sa photo. Les limites de la critique admissible sont plus larges à l'égard d'un homme politique que d'un simple particulier.

Hachette Filipacchi Associés c. France

14 juin 2007

L'hebdomadaire *Paris-Match* publia, quelques jours après l'assassinat d'un préfet français, un article intitulé « La République assassinée ». Une photo, prise dans les instants ayant suivi l'assassinat, montrait, sur une double page en couleurs, le corps sans vie du préfet gisant ensanglanté sur la chaussée, le visage tourné vers l'objectif. La veuve et les enfants du préfet agirent en référé afin d'obtenir la saisie des exemplaires contenant la photo et l'interdiction de leur vente sous astreinte, au nom du droit au respect de leur vie privée. La société requérante se plaignait de sa condamnation à la publication sous astreinte d'un communiqué indiquant que la photo en question avait été publiée sans l'assentiment de la famille du préfet.

La Cour a conclu à la **non-violation de l'article 10** (liberté d'expression) de la Convention, estimant que l'obligation faite à *Paris-Match* de publier un communiqué, que les juridictions françaises avaient justifiée par des motifs à la fois pertinents et suffisants, avait été proportionnée au but légitime qu'elle poursuivait, à savoir la protection des droits d'autrui, et, partant, nécessaire dans une société démocratique. La Cour a observé notamment que la parution de la photographie litigieuse, dans un magazine de très large diffusion, avait eu pour conséquence d'aviver le traumatisme subi par les proches du préfet, qui avaient pu légitimement dénoncer une atteinte au droit au respect de leur vie privée. Examinant ensuite l'effet potentiellement dissuasif de la sanction quant à l'exercice de la liberté de la presse, la Cour a relevé que les juridictions françaises avaient refusé d'ordonner la saisie des publications critiquées et a estimé que l'injonction de publier le communiqué, dans son principe comme dans son contenu, avait constitué la sanction la moins restrictive pour les droits de la société requérante sur l'échelle des sanctions possibles.

Flinkkilä et autres c. Finlande

6 avril 2010

Cette affaire concernait la condamnation des requérants, qui travaillaient pour deux magazines diffusés au niveau national, pour la publication d'informations sur la maîtresse du médiateur national de l'époque. Les articles litigieux portaient principalement sur les conséquences privées et professionnelles qu'aurait pour ce dernier une altercation survenue devant son domicile entre sa maîtresse, son épouse et lui-même. Un article en particulier comprenait un entretien avec l'intéressé au sujet de l'incident, de sa condamnation et de la perte de sa situation qui s'en sont suivies, et était illustré d'une photographie de sa maîtresse, dont le nom était mentionné en toutes lettres.

La Cour a conclu à la **violation de l'article 10** (liberté d'expression) de la Convention. Certes, la maîtresse du médiateur national n'était pas elle-même un personnage public, mais elle avait été mêlée, devant le domicile d'un personnage public, à un incident qui avait donné lieu à une large couverture médiatique. De ce fait, elle était inévitablement entrée dans la sphère publique. Dans les circonstances de l'espèce, nonobstant la présentation peut-être quelque peu outrancière de l'incident destinée à faire vendre les magazines en question, la Cour a estimé que les faits ne suffisaient pas en eux-mêmes à justifier la condamnation des requérants. Enfin, compte tenu du fait que l'intéressée avait déjà reçu des indemnités pour préjudice moral en raison de la divulgation de son identité dans un programme télévisé et pour d'autres articles publiés dans d'autres magazines sur le même incident, les peines infligées aux requérants avaient été disproportionnées.

Sapan c. Turquie

8 juin 2010

Le requérant, propriétaire d’une maison d’édition qui, en 2001, avait publié un ouvrage analysant l’apparition du phénomène de star en Turquie et étudiant le cas d’un chanteur très connu dans ce pays, se plaignait de la mesure de saisie du livre, appliquée pendant près de deux ans et huit mois, sur la base de décisions judiciaires non motivées. La demande de saisie émanait du chanteur qui, s’appuyant notamment sur le fait que le titre du livre portait son nom et que le livre contenait des photos le représentant, estimait que le livre portait atteinte à son image et à sa personnalité.

La Cour a conclu à la **violation de l’article 10** (liberté d’expression) de la Convention, estimant que la saisie litigieuse ne pouvait être considérée comme ayant été nécessaire dans une société démocratique, dès lors qu’elle n’avait pas reposé sur une motivation suffisante et pertinente. L’auteur ayant notamment analysé, à travers le chanteur et par le biais d’outils scientifiques, le phénomène de star et son apparition en Turquie, on ne saurait considérer le livre en question comme faisant partie des publications de la presse à sensation ou de la presse du cœur, qui visent généralement à satisfaire la curiosité d’un certain public quant à la vie strictement privée d’une célébrité. Du reste, toutes les photos illustrant le livre étaient des clichés qui avaient déjà été publiés et pour lesquels le chanteur avait posé. On ne saurait dès lors estimer que les juridictions turques avaient pris le soin d’examiner dans le détail les critères à prendre en compte en vue d’une juste appréciation des droits en cause, à savoir le droit à la liberté de communiquer des informations et la protection de la réputation d’autrui.

Mgn Limited c. Royaume-Uni

18 janvier 2011

La requérante est la société éditrice d’un quotidien national qui publia un article révélant des détails sur la cure de désintoxication suivie par un mannequin très célèbre. L’article était accompagné de photos, dont une prise secrètement à proximité d’un centre des Narcotiques anonymes que ce mannequin fréquentait alors. En réaction à une lettre adressée à la requérante par l’avocat du mannequin, dans laquelle celui-ci se plaignait d’une atteinte à la vie privée de sa cliente, le même quotidien publia deux autres articles, illustrés par une photo similaire, dans lesquels il critiquait le mode de vie du mannequin et sa plainte pour violation de la vie privée. La société requérante se plaignait d’une atteinte à son droit à la liberté d’expression à raison du jugement par lequel la Chambre des Lords avait conclu que la publication des articles et clichés litigieux avait violé la vie privée du mannequin, ainsi que de sa condamnation à payer les « honoraires de résultat » convenus entre le mannequin et ses avocats dans le cadre de cette même procédure.

La Cour a conclu à la **non-violation de l’article 10** (liberté d’expression) de la Convention s’agissant de la condamnation de la société requérante à verser des dommages-intérêts pour manquement au devoir de discrétion. Elle a jugé convaincants les motifs avancés par la Chambre des Lords. En particulier, les photos, qui étaient clairement affligeantes, avaient été prises en cachette. En outre, elles n’avaient pas été nécessaires pour garantir la crédibilité du récit, l’intérêt du public était satisfait par la publication des faits essentiels concernant l’accoutumance et le traitement de la demanderesse. La Cour a par ailleurs conclu à la **violation de l’article 10** de la Convention, s’agissant de la condamnation du journal à régler les « honoraires de résultat » des avocats de la partie adverse. L’ingérence dans l’exercice par la société requérant de son droit à la liberté d’expression était prévue par la loi et poursuivait le but légitime de la protection des droits d’autrui en ce qu’elle visait à assurer à un public aussi large que possible l’accès à une représentation en justice en matière civile financée par le secteur privé. La demanderesse étant fortunée, elle ne risquait toutefois pas d’être exclue des tribunaux pour des raisons pécuniaires et, comme le montrent les divergences d’opinions entre les juges britanniques, les arguments de la société requérante n’étaient pas sans fondement. La condamnation à payer à la demanderesse

des honoraires de résultat était dès lors disproportionnée au but visé, au point d'excéder la large marge d'appréciation accordée aux États en la matière.

Mosley c. Royaume-Uni

10 mai 2011

Un hebdomadaire national publia en première page un article, accompagné de photos intimes extraites d'une vidéo enregistrée en secret, sur les prétendues activités sexuelles « nazies » du requérant, une personnalité connue de la Fédération internationale de l'automobile et de la Formule 1. Un extrait de la vidéo et des photos furent publiés sur le site internet du journal et reproduits à d'autres endroits sur internet. Le requérant intenta contre l'éditeur une action en dommages-intérêts pour divulgation d'informations confidentielles et atteinte à la vie privée. En outre, il sollicita une injonction visant à faire interdire au journal la publication des extraits de la vidéo sur son site internet. Le requérant se plaignait de l'absence d'obligation légale, pour un journal, d'annoncer au préalable la publication d'informations sur la vie privée d'une personne afin qu'elles aient la possibilité d'empêcher cette publication en sollicitant une injonction provisoire.

La Cour a conclu à la **non-violation de l'article 8** (droit au respect de la vie privée) de la Convention. Elle a estimé que bien que la divulgation d'informations sur la vie privée des personnes publiques poursuive généralement un but de divertissement et non d'éducation, elle bénéficie incontestablement de la protection de l'article 10 (liberté d'expression) de la Convention. La protection offerte par cette disposition aux publications pourrait céder devant les exigences de l'article 8 (droit au respect de la vie privée) lorsque l'information revêt un caractère privé et intime et que sa divulgation ne présente aucun intérêt public. Toutefois, eu égard à l'effet dissuasif que risque d'avoir une obligation de notification préalable, aux doutes quant à l'efficacité d'une telle obligation et à la vaste marge d'appréciation laissée au Royaume-Uni dans ce domaine, la Cour a conclu que l'article 8 de la Convention n'exigeait pas une obligation légale de notification préalable.

Lillo-Stenberg et Saether c. Norvège

16 janvier 2014

Les requérants, un musicien et une actrice célèbres en Norvège, se plaignaient d'une intrusion de la presse dans leur vie privée lors de leur mariage en août 2005. Celui-ci eut lieu en plein air sur une île, accessible au public, dans le fjord d'Oslo. L'hebdomadaire *Se og Hor* publia par la suite, sans le consentement du couple, un article de deux pages sur le mariage, accompagné de six photographies. Celles-ci montraient la mariée, son père et les demoiselles d'honneur arrivant sur l'île dans une barque, la mariée rejoignant le marié au bras de son père et les mariés revenant à pied sur le continent en traversant le lac sur des pierres de gué. Le couple engagea une action en réparation contre le magazine et obtint gain de cause en première et deuxième instances. Toutefois, en septembre 2008, la Cour suprême rendit une décision défavorable au couple, estimant que celui-ci s'était marié dans un lieu accessible au public et que l'article n'était ni offensant ni négatif. Les requérants alléguèrent que l'arrêt de la Cour suprême de septembre 2008 avait emporté violation de leur droit au respect de leur vie privée.

La Cour a conclu à la **non-violation de l'article 8** (droit au respect de la vie privée) de la Convention. Eu égard à la marge d'appréciation dont les juridictions nationales disposent en la matière lorsqu'elles mettent en balance des intérêts divergents, elle a estimé que celles-ci n'avaient pas en l'espèce manqué à leurs obligations positives au titre de l'article 8 de la Convention.

Couderc et Hachette Filipacchi Associés c. France

10 novembre 2015 (Grande Chambre)

Cette affaire concernait la condamnation prononcée à l'encontre des requérantes, la directrice de publication et la société éditrice de l'hebdomadaire *Paris Match*, à la suite de la publication, en mai 2005, d'un article de dix pages, annoncé en couverture du magazine sous le titre « Albert de Monaco : A., l'enfant secret » et comportant plusieurs

photos. Les requérantes alléguaient que la condamnation prononcée à leur encontre a constitué une ingérence injustifiée dans l'exercice de leur liberté d'information.

La Cour a conclu à la **violation de l'article 10** (liberté d'expression) de la Convention, jugeant que les arguments avancés par le gouvernement français quant à la protection de la vie privée du Prince Albert et de son droit à l'image ne pouvaient être considérés comme suffisants pour justifier la condamnation en cause et que les juridictions internes n'avaient pas tenu compte dans une juste mesure des principes et critères de mise en balance entre le droit au respect de la vie privée et le droit à la liberté d'expression. La Cour a estimé en particulier que, eu égard à la nature de l'information en cause, les requérantes pouvaient être reconnues comme ayant contribué à un débat d'intérêt général. Elle a par ailleurs observé que la publication touchait certes au domaine de la vie privée du Prince Albert mais a considéré que l'élément essentiel de l'information – l'existence de l'enfant – dépassait le cadre de la vie privée, compte tenu du caractère héréditaire de ses fonctions de chef de l'État monégasque.

Kahn c. Allemagne

17 mars 2016

Les deux requérants, mineurs, étaient les enfants d'un footballeur célèbre. L'affaire concernait la publication à plusieurs reprises de photos d'eux, dans deux magazines grand public, en dépit d'une interdiction de publication générale prononcée par un tribunal. Les requérants soutenaient que l'Allemagne avait manqué à son devoir de protéger leur droit au respect de la vie privée. Ils se plaignaient en particulier d'avoir été déboutés de leur action indemnitaire par les juridictions internes.

La Cour a conclu à la **non-violation de l'article 8** (droit au respect de la vie privée) de la Convention, jugeant que les autorités allemandes n'avaient pas manqué à leurs obligations positives à l'égard des requérants et leur avaient procuré une protection suffisante. La Cour a noté en particulier que le résultat des actions engagées par les requérants obligeait l'éditeur à payer des astreintes d'un montant atteignant environ 68 % de la somme qu'ils réclamaient. La Cour fédérale de justice avait précisé que les enfants – dont les visages n'étaient pas visibles ou étaient pixellisés – n'étaient identifiables sur les photos que par la présence de leurs parents et par les textes joints et qu'ils ne constituaient pas le sujet déterminant des reportages centrés sur la relation de leurs parents après leur divorce. La Cour pouvait dès lors souscrire aux conclusions des tribunaux allemands que la nature des photos ne commandait pas l'octroi d'une compensation supplémentaire, telle que la réclamaient les requérants.

Sihler-Jauch et Jauch c. Allemagne

24 mai 2016 (décision sur la recevabilité)

Cette affaire concernait la publication, dans l'hebdomadaire allemand *Bunte*, d'un article illustré de plusieurs photographies sur le mariage d'un présentateur de télévision bien connu ainsi que les tentatives infructueuses que son épouse et lui-même avaient faites en vue d'obtenir des dommages et intérêts devant les juridictions allemandes. Les requérants soutenaient en particulier que les juridictions nationales n'avaient pas suffisamment protégé leur vie privée.

La Cour a déclaré la requête **irrecevable** pour défaut manifeste de fondement. Elle a jugé en particulier que les juridictions allemandes avaient bien pesé, d'une part, le droit des requérants au respect de leur vie privée et, d'autre part, le droit à la liberté d'expression du magazine. Les juridictions nationales avaient en l'espèce reconnu l'importance fondamentale qu'avaient le degré de notoriété du second requérant, le degré d'ingérence dans l'exercice par les requérants de leurs droits ainsi que le grand intérêt pour le public que revêtait le mariage de ceux-ci.

Karl-Theodor zu Guttenberg c. Allemagne

25 juin 2019 (décision sur la recevabilité)

Cette affaire concernait la publication de photos, dans la presse allemande, des domiciles en Allemagne et aux États-Unis du requérant – qui fut, entre autres, ministre fédéral de l'Économie et de la Technologie et ministre fédéral de la Défense – et sa famille. En

2011, à la suite d'une affaire de plagiat, l'intéressé avait démissionné de ses fonctions et abandonna son mandat de parlementaire, puis déménagé avec sa famille aux Etats-Unis. Il se plaignait du refus des juridictions allemandes d'interdire toute nouvelle publication des photographies litigieuses.

La Cour a déclaré la requête **irrecevable** pour défaut manifeste de fondement. Elle a estimé en particulier que la cour d'appel avait dûment mis en balance le droit du requérant au respect de sa vie privée avec la liberté d'expression du magazine *Bunte* qui avait publié les photos en question. Compte tenu de la marge d'appréciation dont jouissent les États contractants, la Cour n'a aperçu aucune raison sérieuse de substituer son avis à celui des juridictions allemandes.

Dupate c. Lettonie

19 novembre 2020

Au moment des faits, la requérante était avocate. Son conjoint, président d'un parti politique, était le visage d'une campagne de publicité pour un magazine people à tirage national. Il avait précédemment dirigé une entreprise d'État. L'affaire concernait des photographies de la requérante qui avaient été prises à son insu alors qu'elle quittait la maternité, et leur publication dans un article. L'intéressée soutenait que le rejet par les juridictions internes de ses recours concernant la publication des photographies, prises à son insu, d'elle et de son nouveau-né, s'analysait en une atteinte à ses droits.

La Cour a conclu à la **violation de l'article 8** (droit au respect de la vie privée) de la Convention, jugeant que les juridictions lettones avaient bien mis en balance le droit au respect de la vie privée de la requérante et le droit à la liberté d'expression du magazine, mais que cette mise en balance avait été soit insuffisante soit non conforme à la jurisprudence de la Cour. Certes, la Cour partageait l'avis des juridictions internes selon lequel la requérante, en tant que conjointe d'une figure publique, aurait dû s'attendre à être mentionnée dans les médias comme étant la mère de l'enfant. Cependant, il avait été établi que l'article en question était allé bien au-delà de ce à quoi la requérante aurait raisonnablement pu s'attendre. La Cour a souligné à cet égard qu'il convenait de faire preuve de prudence lorsque le conjoint d'une personne publique attirait l'attention des médias uniquement en raison de sa vie privée ou familiale. Par ailleurs, même si la requérante n'avait pas été présentée de manière humiliante, il n'en restait pas moins que l'article était un reportage photo dans lequel le texte revêtait une importance secondaire. De plus, les photos avaient été prises à l'insu de la requérante, alors qu'elle se trouvait dans une situation qu'elle était concrètement incapable d'éviter – la traversée du parking de l'hôpital –, et elle avait été suivie jusqu'à son domicile.

Professionnels (avocats, journalistes, etc.)

Minelli c. Suisse

14 juin 2005 (décision sur la recevabilité)

Le requérant, connu comme avocat et journaliste et qui avait souvent participé à des débats publics sur des questions d'actualité, dénonçait une atteinte à sa vie privée en raison de l'emploi, dans un portrait dressé de lui dans un magazine, du terme « braconnier ». Il se plaignait également de la publication, en accompagnement du texte, de sa photo.

La Cour a déclaré la requête **irrecevable**, pour défaut manifeste de fondement, se ralliant à l'analyse du Tribunal fédéral suisse selon lequel le requérant ne pouvait exiger une protection absolue de sa personnalité, après s'être lui-même exposé publiquement. Il en était de même pour son droit à l'image, au regard de la photo publiée avec le texte, qui avait été prise lors d'un événement télévisé auquel le requérant avait pris part.

M.D. et autres c. Espagne (n° 36584/17)

28 juin 2022

Cette affaire portait sur la constitution, par la police catalane, de fichiers concernant les

requérants, des juges qui avaient exprimé leurs opinions sur l’indépendance de la Catalogne par rapport à l’Espagne. Un certain nombre de documents provenant de ces fichiers, notamment des photos, avaient par la suite fait l’objet de fuites dans la presse. Les requérants alléguaient notamment que la police les avait fichés de manière injustifiée en se servant des photos en sa possession, lesquelles avaient par la suite fait l’objet de fuites dans la presse.

La Cour a conclu en l’espèce à la **violation de l’article 8** (droit au respect de la vie privée) de la Convention. Elle a rappelé tout d’abord que l’article 8 de la Convention tendait pour l’essentiel à prémunir l’individu contre des ingérences de la police dans son droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance, et que cette disposition emportait également l’obligation de protéger activement l’individu contre les ingérences arbitraires des autorités dans sa vie privée. En ce qui concerne les rapports de police, la Cour a relevé qu’aucune disposition du droit interne n’autorisait l’établissement de tels rapports en l’absence d’infraction. Or les rapports litigieux contenaient des données personnelles, des photos, des renseignements professionnels (provenant en partie de la base de données d’identification de la police) et, dans certains cas, des informations sur les opinions politiques des intéressés. La Cour a conclu que la simple existence de ces rapports de police emportait violation de l’article 8 de la Convention. En ce qui concerne par ailleurs les fuites dans la presse et l’enquête à laquelle elles avaient donné lieu, la Cour a jugé indéniable que les photos et certaines autres informations provenaient de la base de données d’identification de la police. Les autorités internes avaient conclu que l’État espagnol était responsable de ces fuites. La Cour a également relevé que, bien que certains témoins avaient été entendus, il aurait fallu prendre la déposition du chef de la police de Barcelone – à qui les rapports avaient été adressés et qui était responsable des bases de données – pour que l’enquête menée sur les fuites pût être effective, ce qui n’avait pas été fait. Faute d’avoir procédé à cette mesure d’enquête, l’État défendeur avait manqué à ses obligations au titre de l’article 8 de la Convention.

Bild GmbH & Co. KG c. Allemagne

31 octobre 2023¹

Cette affaire portait sur une décision de justice ayant ordonné à *bild.de*, un important site d’actualités en ligne, de retirer les images de vidéosurveillance d’une arrestation qui avait été effectuée par la police dans une boîte de nuit à Brême, à moins que le site ne brouillât le visage de l’un des policiers impliqués. La société requérante, propriétaire du site en question, alléguait que l’injonction de retirer la vidéo non pixellisée de son site internet avait porté atteinte à sa liberté d’expression.

La Cour a conclu à la **violation de l’article 10** (liberté d’expression) de la Convention dans le chef de la société requérante, jugeant que l’injonction en cause n’avait pas été nécessaire dans une société démocratique. Dans l’ensemble, la Cour s’est déclarée satisfaite de la mise en balance des droits concurrents en jeu qui avait été effectuée par les juridictions allemandes pour la première vidéo publiée, mais elle a considéré que cet exercice avait été insuffisant s’agissant de la seconde vidéo et de toute utilisation future de la séquence filmée. En particulier, sans évaluer la contribution au débat public, les juridictions internes avaient exposé dans une motivation à caractère général qu’une couverture neutre de l’intervention de la police, même si elle ne dépeignait pas le policier concerné sous un jour négatif, ne pouvait être considérée comme présentant un aspect général de la société contemporaine et serait donc illégale. La Cour a estimé que cela pourrait conduire à une interdiction inacceptable de toute publication future d’images non éditées de policiers accomplissant leur mission qui n’aurait pas été autorisée par les intéressés.

¹ Cet arrêt deviendra définitif dans les conditions définies à l’article 44 § 2 (arrêts définitifs) de la [Convention européenne des droits de l’homme](#).

Personnes privées

Peck c. Royaume-Uni

28 janvier 2003

Dans cette affaire, le requérant, qui souffrait de dépression, se plaignait de la divulgation aux médias d’une séquence filmée par une caméra de télévision en circuit fermé (CTCF) installée dans la rue et qui le montrait marchant seul avec un couteau de cuisine à la main (il tenta par la suite de suicider en se tranchant les veines du poignet, ce que ne montrait pas la séquence de la CTCF), cette démarche ayant eu pour conséquence que des images de lui-même avaient été largement publiées et diffusées. Il dénonçait également l’absence de tout recours interne effectif pour dénoncer cette situation.

La Cour a estimé que la divulgation des séquences litigieuses par la mairie n’avait pas été entourée de garanties suffisantes et avait porté une atteinte disproportionnée et injustifiée à la vie privée du requérant, en **violation de l’article 8** (droit au respect de la vie privée) de la Convention. L’intéressé n’avait en outre pas disposé, à l’époque pertinente, d’un recours effectif qui lui eût permis de se plaindre d’un abus de confiance, en **violation de l’article 13** (droit à un recours effectif) **combiné avec l’article 8** de la Convention.

Gourquenidzé c. Géorgie

17 octobre 2006

Maître de conférence dans le passé et sans travail au moment des faits, le requérant décida de vendre des manuscrits, hérités de son père, afin de subvenir aux besoins de sa famille. Il mit ainsi en vente un manuscrit d’un célèbre écrivain, à la suite de quoi la belle-fille de l’écrivain prit rendez-vous avec lui. Elle se fit accompagner par une proche, ainsi que par une journaliste. S’ensuivirent une série d’interviews et d’articles de la journaliste illustrés par une photo du requérant, dans lesquels la belle-fille de l’écrivain l’accusait d’avoir volé le manuscrit en question. Le requérant se plaignait que les informations et sa photo, parues dans un journal, ainsi que les décisions des juridictions internes à cet égard, avaient porté atteinte à son droit au respect de sa vie privée.

La Cour a conclu à la **violation de l’article 8** (droit au respect de la vie privée) de la Convention. S’agissant de la publication des informations et de la photo litigieuses, elle a estimé que les juridictions internes n’avaient pas établi un juste équilibre entre les intérêts en conflit. La manière dont elles avaient traité l’affaire n’avait donc pas assuré au requérant une protection suffisante et effective de sa vie privée.

Reklos et Davourlis c. Grèce

15 janvier 2009

Cette affaire concernait la prise de photos d’un nouveau-né dans une clinique privée, sans l’accord préalable des parents, et la conservation des négatifs. Juste après sa naissance, le nouveau-né avait été placé dans un milieu stérile dont l’accès n’était autorisé qu’aux médecins et infirmières de la clinique. Le lendemain, deux photos de face de l’enfant furent présentées à la mère. Les photos avaient été prises à l’intérieur du milieu stérile par un photographe professionnel installé dans la clinique. Les requérants se plaignirent de l’intrusion de ce dernier dans un milieu où seul le personnel médical aurait dû avoir accès et du désagrément éventuel causé au nouveau-né par la prise des photos de face. Devant l’indifférence de l’administration de la clinique et son refus de leur remettre les négatifs des photos prises, les requérants engagèrent une action en dommages-intérêts. Leur action fut rejetée comme infondée.

La Cour a conclu à la **violation de l’article 8** (droit au respect de la vie privée) de la Convention. Il est vrai que les photos montraient simplement le nouveau-né de face et ne le présentaient pas dans un état qui aurait pu être considéré comme avilissant ou, en général, susceptible de porter atteinte à sa personnalité. Néanmoins, l’élément prépondérant dans le cas d’espèce n’était pas la représentation anodine ou non du fils des requérants sur les photos incriminées, mais le fait que le photographe les ait conservées sans avoir obtenu le consentement des requérants. L’image du nouveau-né

avait été ainsi retenue captive par le photographe sous une forme identifiante et pouvait faire l'objet d'une exploitation ultérieure, contraire à la volonté de l'intéressé et/ou de ses parents. Les juridictions internes n'ayant pas pris en compte l'absence de consentement des parents tant à l'égard de la réalisation du cliché de leur fils qu'en ce qui concerne la conservation, par le photographe, des négatifs des photos prises, elles n'avaient pas suffisamment garanti le droit à la protection de la vie privée de l'enfant.

Kurier Zeitungsverlag und Druckerei GmbH (n° 2) c. Autriche et Krone Verlag GmbH c. Autriche

19 juin 2012

Les deux affaires concernaient une action en dommages-intérêts engagée sur le fondement de la loi autrichienne sur les médias par une mère et son enfant contre deux sociétés d'édition dont les journaux avaient couvert le litige opposant les parents relativement à la garde de l'enfant. Les articles publiés par ces deux journaux révélaient l'identité de l'enfant, donnaient des détails sur sa vie familiale et comprenaient des photos où il apparaissait bouleversé.

La Cour a conclu à la **non-violation de l'article 10** (liberté d'expression) de la Convention. Les articles litigieux concernaient certes des questions d'intérêt public. Pour autant, il n'était pas essentiel à la compréhension de l'affaire que soient publiés l'identité de l'enfant, des détails extrêmement intimes sur sa vie et une photo sur laquelle il était reconnaissable, étant donné que ni lui ni ses parents n'étaient des personnages publics ou n'étaient précédemment entrés sur la scène publique. La Cour n'était pas convaincue par l'argument des requérantes selon lequel il aurait été nécessaire de publier une photo montrant la souffrance de l'enfant pour appeler l'attention du public sur le sujet ou assurer la crédibilité des reportages. Enfin, l'ingérence dans les droits des requérantes avait été proportionnée aux buts visés. Il ne leur avait pas été infligé d'amende pénale, elles avaient simplement été condamnées à indemniser pour le préjudice qu'il avait subi un jeune garçon qui avait été victime d'une atteinte à son droit au respect de sa vie strictement privée.

Küchl c. Autriche, Rothe c. Autriche et Verlagsgruppe News GmbH et Bobi c. Autriche

4 décembre 2012

S'agissant des deux premières affaires, l'hebdomadaire *Profil* avait en 2004 publié un article où il était dit que l'un et l'autre requérant, principal et principal-adjoint d'un séminaire où sont formés les futurs prêtres catholiques, avaient eu des relations sexuelles avec des séminaristes. L'article était illustré d'une photo montrant le premier requérant la main entre les jambes d'un séminariste et de deux autres photos montrant le deuxième requérant sur le point d'embrasser et d'enlacer un séminariste. L'un comme l'autre engagèrent contre l'éditeur du magazine, *Verlagsgruppe News GmbH*, une action en dommages-intérêts pour diffamation et violation de leur sphère strictement privée. Ils dénonçaient les jugements, devenus définitifs par lesquels les juridictions autrichiennes avaient refusé de leur accorder une indemnisation pour la publication de l'article et des photos. Dans la troisième affaire, la société d'édition requérante et le rédacteur-en-chef du magazine *Profil* dénonçaient une injonction, confirmée par la Cour suprême autrichienne, leur interdisant de publier la photo du premier requérant en lien avec des allégations d'avances non désirées à caractère homosexuel en direction de séminaristes ou d'allégations de frasques sexuelles avec des séminaristes.

La Cour a conclu à la **non-violation de l'article 8** (droit au respect de la vie privée) de la Convention dans les deux premières affaires et à la **non-violation de l'article 10** (liberté d'expression) de la Convention dans la troisième affaire.

Bremner c. Turquie

13 octobre 2015

Cette affaire concernait la diffusion d'un reportage télévisé dans lequel le requérant, qui s'emploie à déployer un prosélytisme évangélique, était montré comme un « marchand de religion étranger » menant des activités secrètes en Turquie. L'intéressé alléguait que

la diffusion du reportage et le refus des autorités judiciaires de faire droit à sa demande d'indemnisation avaient porté atteinte à son droit au respect de sa vie privée.

La Cour a conclu à la **violation de l'article 8** (droit au respect de la vie privée) de la Convention, jugeant que les juridictions turques n'avaient pas établi un juste équilibre entre les intérêts en conflit et que la manière dont elles avaient traité l'affaire n'avait pas assuré au requérant une protection suffisante et effective de son droit à l'image et par conséquent de sa vie privée. S'agissant en particulier de la contribution prétendument apportée par la diffusion de l'image de l'intéressé à un débat d'intérêt général, la Cour n'a discerné aucun élément pouvant expliquer les éventuelles raisons d'intérêt général pour lesquelles les journalistes diffusèrent l'image du requérant sans voilage ou floutage. Eu égard notamment à l'absence de notoriété du requérant, rien ne laissait supposer que la diffusion de son image ait eu quelconque valeur d'information ou que cette image eut été utilisée à bon escient. De surcroît, la Cour a noté qu'aucune des juridictions internes ne semblait avoir procédé à une évaluation du degré de contribution au débat d'intérêt général de la diffusion de l'image non floutée du requérant.

Société de conception de presse et d'édition c. France

25 février 2016

Cette affaire concernait la condamnation prononcée à l'encontre de la requérante, la société éditrice du magazine *Choc*, à la suite de la publication, sans autorisation, d'une photographie d'un jeune homme – entravé et ayant visiblement subi des sévices – prise par ses tortionnaires durant sa séquestration. La requérante se plaignait d'une violation de son droit à la liberté d'expression.

La Cour a conclu à la **non-violation de l'article 10** (liberté d'expression) de la Convention, jugeant que la restriction imposée par les juridictions nationales à l'exercice des droits de la société éditrice avait été justifiée par des motifs pertinents et suffisants, qu'elle avait été proportionnée au but légitime poursuivi et donc nécessaire au bon fonctionnement d'une société démocratique. La Cour a estimé en particulier que la publication de la photographie en question, qui n'avait pas vocation à être présentée au public, avait pu porter une atteinte grave à la vie privée des proches du jeune homme. En outre, les juridictions nationales s'étaient limitées à ordonner l'occultation de la seule photographie litigieuse, sans procéder à la censure de l'article ou à son retrait.

Bogomolova c. Russie

20 juin 2017

Cette affaire concernait l'usage non autorisé par les parents de l'image d'un mineur. La photo de l'enfant avait été publiée sur la page de couverture d'une brochure visant à informer la population des efforts déployés par les autorités locales pour protéger les orphelins et aider les familles désireuses d'adopter. La requérante alléguait que la publication non autorisée de la photographie de son fils avait porté atteinte à leur droit à la vie privée et familiale.

La Cour a conclu à la **violation de l'article 8** (droit au respect de la vie privée) de la Convention. Elle a relevé en particulier que les tribunaux russes n'avaient pas recherché si la requérante avait accordé son consentement pour la publication de la photographie, s'étant focalisés plutôt sur le fait que la photographie avait été prise avec son autorisation. La Cour a également insisté sur les fausses impressions et conclusions susceptibles d'être tirées du contexte de la photographie, à savoir que l'enfant en question n'aurait pas de parents ou aurait été abandonné par ses parents, et l'effet que ceci pourrait avoir sur la perception publique des relations de la requérante avec son fils.

Vučina c. Croatie

24 septembre 2019 (décision sur la recevabilité)

Dans cette affaire, un magazine de mode national avait publié une photo de la requérante assistant à un concert de musique populaire. La légende de cette photo indiquait erronément que l'intéressée était l'épouse à l'époque du maire de la ville où le concert avait eu lieu. La requérante assigna la maison d'édition du magazine devant les

juridictions civiles, demandant réparation pour l'erreur d'indication sous la photo. En définitive, les juridictions internes la déboutèrent.

La Cour a déclaré la requête **irrecevable** jugeant que, si l'erreur d'indication avait pu causer du tort à la requérante, le niveau de gravité associé à la légende erronée qui accompagnait la photographie et les désagréments qui en avaient résulté pour elle n'avaient pas soulevé de question sur le terrain de l'article 8 (droit au respect de la vie privée) de la Convention, dans le cadre soit de la protection de son image soit de celle de sa réputation et de son honneur. Dès lors, l'article 8 de la Convention ne s'appliquait pas aux faits de l'espèce.

Hájovský c. Slovaquie

1^{er} juillet 2021

Après avoir publié une annonce dans un quotidien national pour trouver une mère porteuse, le requérant avait fait l'objet d'un reportage télévisé monté par une journaliste d'investigation qui avait enregistré les entretiens qu'elle avait eus avec lui à son insu en se faisant passer pour une mère porteuse potentielle. À la suite de ces entretiens fut publié, dans un quotidien populaire à l'échelle nationale, en version imprimée et en ligne, un article qui exposait la situation du requérant telle que relatée dans le reportage télévisé, avec des informations sur sa vie privée ainsi que des photographies de lui tirées du reportage et prises sans son consentement. Bien qu'il eût intenté avec succès une action en protection de son intégrité personnelle contre la chaîne de télévision, celle qu'il forma contre l'éditeur du journal fut rejetée.

La Cour a conclu à la **violation de l'article 8** (droit au respect de la vie privée) de la Convention, jugeant que, nonobstant la marge d'appréciation laissée aux juridictions internes en la matière, l'État slovaque avait manqué à ses obligations positives au titre de cette disposition. Compte tenu, en particulier, de la mauvaise appréciation faite du comportement antérieur du requérant, et vu l'absence de prise en compte de la manière dont les photographies avaient été prises ainsi que, surtout, l'inexistence d'une contribution au débat d'intérêt général de la diffusion d'images non floutées du requérant, elle a estimé que les juridictions internes n'avaient pas pesé les différents droits qui étaient en jeu conformément aux critères de la jurisprudence de la Cour. La Cour a également observé que le requérant n'était pas une personnalité publique ou digne d'intérêt au sens de la jurisprudence de la Cour, qu'il n'avait recherché aucune publicité au-delà de la diffusion de l'annonce et qu'il n'avait pas pu non plus se douter qu'en s'adressant à la personne qui l'avait contacté en tant que mère porteuse potentielle, il risquait d'être enregistré et de voir ses intentions et son identité révélées dans les médias.

I.V.T. c. Roumanie (n° 35582/15)

1^{er} mars 2022

Cette affaire concernait une interview télévisée d'une mineure, sans le consentement de ses parents et sans mesures adéquates pour protéger son identité. À cause de l'interview, qui concernait le décès d'une camarade de classe, la requérante avait fait l'objet de brimades et subi un stress émotionnel.

La Cour a conclu à la **violation de l'article 8** (droit au respect de la vie privée) de la Convention, jugeant que les juridictions d'appel nationales n'avaient que superficiellement mis en balance le droit de la requérante à la vie privée et le droit du diffuseur à la liberté d'expression. Elles n'avaient ainsi pas dûment tenu compte du fait que la requérante était mineure, manquant ainsi à leur obligation de protéger son droit à la vie privée. En particulier, en ce qui concerne l'interview elle-même, la Cour était convaincue qu'il s'agissait d'une question d'intérêt public. Cependant, il fallait peser cet élément à l'aune de ce que la requérante était mineure et de ce que le consentement parental – qui n'avait jamais été obtenu – était donc nécessaire. La Cour a notamment relevé que les règles pertinentes du Conseil national de l'audiovisuel disposaient que « le droit du mineur à sa vie privée et à son image privée [prévalait] sur l'impératif d'information, notamment dans le cas d'un mineur en situation difficile ». Elle a observé que les juridictions internes avaient conclu que la requérante avait éprouvé de grandes

angoisses à la suite de la diffusion de l'interview. Or, a rappelé la Cour, même lorsqu'un reportage apporte une contribution à un débat public, la divulgation d'informations privées – telles que l'identité d'un mineur qui a été témoin d'un événement dramatique – ne doit pas constituer un abus de la liberté éditoriale et doit être justifiée. Ces éléments étaient d'autant plus importants dans le cas présent, où la Cour a exprimé des doutes quant à la pertinence pour un débat d'intérêt public de l'opinion d'un enfant qui n'avait pas été témoin de l'événement en question.

Personnes arrêtées, faisant l'objet de poursuites pénales ou ayant été condamnées

Sciacca c. Italie

11 janvier 2005

Dans le cadre d'une enquête portant sur des irrégularités de gestion de l'activité de l'école où elle enseignait, la requérante fit l'objet de poursuites pour association de malfaiteurs, évasion fiscale et faux en écritures. À la suite d'une conférence de presse donnée par le parquet et les agents de la police du fisc, deux quotidiens publièrent des articles sur les faits à l'origine des poursuites, qui étaient illustrés par la photo notamment de la requérante. La photo, qui fut publiée à quatre reprises, était celle qui avait été prise par la police du fisc lors de la constitution du dossier de la requérante et qui avait été communiquée par celle-ci à la presse. La requérante soutenait que la diffusion de sa photo, à l'occasion de la conférence de presse avait enfreint son droit au respect de sa vie privée.

La Cour a conclu à la **violation de l'article 8** (droit au respect de la vie privée) de la Convention. Elle a relevé notamment que la photo litigieuse, prise pour les obligations d'un dossier officiel, avait été fournie à la presse par la police du fisc. Par ailleurs, d'après les informations dont la Cour disposait, aucune loi en Italie ne régissait la prise de photographies de personnes prévenues ou arrêtées et assignées à domicile et la communication de ces clichés à la presse, mais cette matière résulterait plutôt d'une pratique. La Cour a dès lors estimé que l'ingérence dans le droit au respect de la vie privée de la requérante n'était pas « prévue par la loi » au sens de l'article 8 de la Convention.

Österreichischer Rundfunk c. Autriche

7 décembre 2006

En juillet 1999, le requérant (l'Office autrichien de radiodiffusion) diffusa des informations sur la libération conditionnelle du chef d'une organisation néonazie, qui avait été condamné en vertu de la loi sur l'interdiction du national-socialisme. Au cours du reportage fut également évoqué son adjoint, qui avait été antérieurement condamné en vertu de la même loi et qui avait été libéré sous conditions cinq semaines plus tard. Pendant le reportage, une image de l'adjoint lors de son procès apparut à l'écran pendant quelques secondes. Ce dernier engagea avec succès une procédure en vertu de la loi sur le *copyright*, et les droits du requérant de diffuser l'image de l'intéressé furent restreints. Le requérant se plaignait que les décisions des tribunaux autrichiens avaient violé son droit à la liberté d'expression. Il dénonçait également le fait que l'injonction litigieuse lui avait interdit de diffuser l'image en question alors que d'autres médias étaient restés libres de le faire.

La Cour a conclu à la **violation de l'article 10** (liberté d'expression) de la Convention, estimant que les raisons avancées par les juridictions internes avaient manqué de pertinence et n'avaient pas suffi à justifier l'injonction prononcée par les tribunaux nationaux, et que l'ingérence dans les droits du requérant ne pouvait passer pour nécessaire dans une société démocratique. Mettant en balance l'intérêt de la personne à garder son apparence physique secrète par rapport à l'intérêt du public à la diffusion de son image, les juridictions autrichiennes n'avaient notamment pas pris en considération la notoriété de l'intéressé et la nature politique de l'infraction dont il avait été reconnu

coupable. Ils n'avaient pas davantage tenu compte d'autres éléments importants, notamment que les faits avaient été exposés de manière exhaustive et exacte dans le reportage et que l'image diffusée avait un lien avec le contenu du reportage. En outre, l'injonction litigieuse s'était appliquée uniquement au requérant et d'autres médias étaient restés libres de diffuser l'image de l'adjoint dans le même contexte.

Verlagsgruppe News GmbH c. Autriche (n° 2)

14 décembre 2006

Cette affaire avait pour objet l'injonction interdisant à la société d'édition requérante de publier la photo d'un homme d'affaires parallèlement à des articles concernant les enquêtes dirigées contre celui-ci pour fraude fiscale commise à grande échelle. Un hebdomadaire à fort tirage appartenant à cette dernière avait publié un article sur l'enquête en cours et une photo de l'intéressé accompagnait l'article.

La Cour a conclu à la **violation de l'article 10** (liberté d'expression) de la Convention. Le plaignant – un homme d'affaires de premier plan qui possédait et dirigeait l'une des plus prestigieuses entreprises du pays – était par sa position même un personnage public. En outre, l'article en question portait sur une question d'intérêt général. S'agissant de la photo, la Cour a souligné qu'une interdiction absolue de publier la photo d'un personnage public à côté d'un article contribuant à un débat public était difficilement concevable. Les motifs avancés par la Cour suprême autrichienne, bien que pertinents, n'avaient pas été suffisants. L'interdiction absolue de publier la photo du plaignant à côté de l'article concernant les investigations en cours contre lui n'avait donc pas été proportionnée au but légitime poursuivi, à savoir la protection de la réputation et des droits de l'intéressé.

Khuzhin et autres c. Russie

23 octobre 2008

En avril 1999, les requérants furent arrêtés puis accusés d'enlèvement et de torture. Quelques jours avant leur procès, en juillet 1999, une télévision nationale diffusa une émission de débat au cours de laquelle trois membres du ministère public évoquèrent l'affaire en détail. Le premier requérant se plaignait en particulier que les services de police aient pris sa photographie d'identité dans son dossier pénal et l'aient, sans son consentement, donnée à un journaliste, qui l'avait utilisée dans l'émission en question.

La Cour a conclu à la **violation de l'article 8** (droit au respect de la vie privée et familiale) de la Convention dans le chef du premier requérant, jugeant que, dans les circonstances de l'espèce, la communication à la presse de la photographie du premier requérant, prise dans son dossier pénal, n'avait poursuivi aucun des buts légitimes visés au paragraphe 2 de l'article 8 de la Convention. Elle a observé notamment que l'intéressé, qui se trouvait en détention au moment de la diffusion de cette photographie, n'était pas un fugitif tentant de se soustraire à la justice, de sorte qu'il n'était pas nécessaire de publier son portrait pour obtenir l'aide du public afin de déterminer le lieu où il se trouvait. On ne saurait dire non plus qu'il s'agissait de renforcer la publicité de la procédure judiciaire, puisqu'au moment de l'enregistrement et de la première diffusion de l'émission à la télévision, le procès n'avait pas encore commencé.

Guiorgui Nikolaïchvili c. Géorgie

13 janvier 2009

Cette affaire concernait l'arrestation d'un témoin en vue de faire pression sur son frère, recherché par la justice. Des photos du requérant, de son frère et de deux autres hommes avaient été affichées sur le panneau « personnes recherchées » de certains postes de police. Y étaient indiqués les noms des quatre hommes et le fait qu'ils étaient recherchés dans le cadre d'un homicide. Un échange ultérieur de lettres entre l'avocat du requérant et le ministère de l'Intérieur fit apparaître que seul le frère du requérant était recherché et que des mesures concrètes étaient prises aux fins de recueillir le témoignage du requérant, qui à plusieurs reprises avait refusé de comparaître devant le procureur de district.

La Cour a conclu notamment à la **violation de l’article 8** (droit au respect de la vie privée) de la Convention, du fait de l’incompatibilité avec le droit interne de l’affichage de la photographie du requérant sur le panneau des personnes recherchées.

Erikäinen et autres c. Finlande

10 février 2009

Les requérants, une société d’édition ainsi que le rédacteur-en-chef et l’un des journalistes d’un magazine publié par celle-ci, se plaignaient d’avoir été condamnés par la Cour suprême finlandaise à verser des dommages-intérêts en raison de la publication d’un article au sujet d’une action pénale alors en cours dirigée contre une femme d’affaires accusée d’avoir fraudé la sécurité sociale et des compagnies d’assurances. Bien que son nom ne fût pas mentionné dans l’article, celui-ci était accompagné d’un autre article, sans le moindre rapport, que le journaliste avait écrit avec le consentement de cette femme pour un autre magazine quelques années auparavant et qui, quant à lui, indiquait ses nom et prénom et comprenait deux photos d’elle.

La Cour a conclu à la **violation de l’article 10** (liberté d’expression) de la Convention. Le compte rendu dans l’article litigieux de l’action pénale dont la femme d’affaires en cause faisait l’objet était fondé sur un document public portant sur une question d’intérêt général légitime et visait à contribuer au débat public. La Cour suprême finlandaise n’avait par ailleurs pas examiné les conséquences du fait que les photos avaient été prises avec l’accord de la femme en question dans l’optique d’une publication, bien que pour les besoins d’un article antérieur et dans un autre contexte. Dès lors, quoique pertinents, les motifs invoqués ne suffisaient pas à justifier l’atteinte au droit à la liberté d’expression des requérants.

Toma c. Roumanie

24 février 2009

Dans cette affaire, la police avait alerté et autorisé des journalistes à enregistrer, en vue de leur diffusion, des images du requérant – qui avait été appréhendé avec un autre individu par des agents de la police antidrogue alors qu’ils étaient en possession illégale de 800 grammes de cannabis destinés, selon les autorités, à la vente – en garde à vue. Le jour de l’arrestation, des journalistes d’une chaîne locale et d’un journal filmèrent le requérant et prirent des photos de lui au siège de la police. Le lendemain, une photo du requérant portant des traces visibles de violence fut publiée en première page du journal et accompagnée d’un article qualifiant le requérant de « trafiquant ».

La Cour a conclu à la **violation de l’article 8** (droit au respect de la vie privée) de la Convention. Le comportement des agents de police qui avaient appelé des journalistes et les avaient autorisés, sans l’accord du requérant, à enregistrer au siège de la police afin de les diffuser dans les médias des images de celui-ci, le jour même où des poursuites furent entamées contre lui, avait constitué une ingérence dans le droit du requérant au respect de sa vie privée. Le gouvernement roumain n’avait en outre fourni aucune indication quant à la justification d’une telle ingérence et il n’y avait pas lieu de penser que la diffusion des images en cause, qui d’ailleurs n’avaient pas une valeur d’information en tant que telles, visait le respect des intérêts de la justice. Dès lors, l’ingérence dans le droit du requérant au respect de sa vie privée ne poursuivait pas l’un des buts légitimes prévus dans l’article 8 § 2 de la Convention.

Egeland et Hanseid c. Norvège

16 avril 2009

Les deux requérants, rédacteurs en chef de grands quotidiens nationaux norvégiens, se plaignaient de leur condamnation à une amende pour avoir publié des photos d’une personne sur le point d’être conduite en prison pour purger une longue peine qu’elle venait de se voir infliger du fait de sa participation à un triple meurtre.

La Cour a conclu à la **non-violation de l’article 10** (liberté d’expression) de la Convention. Même si les photos en question concernaient un événement public et avaient été prises dans un lieu public alors que l’identité de l’intéressée était déjà bien connue de la population, la Cour a considéré que par l’image qu’ils donnaient de

l'intéressée, ces clichés étaient particulièrement indiscrets. Par ailleurs, l'intéressée n'avait pas consenti à être photographiée, et le fait qu'elle ait coopéré avec la presse en de précédentes occasions ne saurait justifier qu'elle soit privée de protection dans ces circonstances. En outre, les amendes infligées aux requérants n'avaient pas été particulièrement sévères. En conclusion, les impératifs de protection de la vie privée et des droits de la défense avaient été suffisants pour justifier la restriction apportée au droit des journalistes requérants à la liberté d'expression.

Khmel c. Russie

12 décembre 2013

À l'époque des faits, le requérant était membre de l'Assemblée législative de la région de Mourmansk. Emmené au poste de police au motif qu'il était soupçonné d'avoir conduit en état d'ébriété, il refusa de donner son nom, fit preuve d'un comportement indiscipliné et refusa de quitter le bâtiment lorsqu'il y fut invité. Le chef de la police invita des équipes de télévision au poste et l'intéressé fut filmé alors qu'il était débraillé et se comportait de façon déplacée. Certaines séquences furent diffusées à la télévision publique le lendemain. Des poursuites administrative et pénale furent par la suite engagées contre le requérant pour ses actes le jour où il avait été filmé. Le requérant se plaignait en particulier d'avoir été filmé au poste de police et que ce film avait été diffusé, illégalement selon lui.

La Cour a conclu à la **violation de l'article 8** (droit au respect de la vie privée) de la Convention, jugeant que, en l'absence du consentement du requérant, la communication de l'enregistrement vidéo à la télévision régionale avait violé, de manière flagrante, le droit interne. L'ingérence dans le droit du requérant au respect de sa vie privée n'était dès lors pas « prévue par la loi » au sens de l'article 8 § 2 de la Convention.

Axel Springer SE et RTL Television GmbH c. Allemagne

21 septembre 2017

Cette affaire concernait le grief de deux entreprises de médias qui se plaignaient d'une décision de justice par laquelle avait été interdite la diffusion d'images montrant de manière reconnaissable un homme accusé de meurtre.

La Cour a conclu à l'**absence de violation de l'article 10** (liberté d'expression) de la Convention. Elle a jugé que le juge national avait soigneusement mis en balance les intérêts en présence et avait pris une décision proportionnée au but légitime visé, à savoir la protection des droits de la personnalité de l'accusé – qui n'était pas un personnage public – pendant son procès, durant lequel il devait être présumé innocent jusqu'à preuve du contraire. La Cour a observé en particulier que la décision litigieuse n'avait pas fait peser de restriction particulièrement sévère sur l'activité de reportage puisqu'elle n'avait pas limité la possibilité de prendre des images en tant que telle.

Bild GmbH & CO. Kg et Axel Springer AG c. Allemagne

4 décembre 2018 (décision sur la recevabilité)

Cette affaire concernait l'interdiction faite aux sociétés éditrices du journal quotidien à grand tirage *Bild* de publier ou de diffuser une photo d'un célèbre journaliste suisse présentateur de télévision, alors placé en détention provisoire.

La Cour a déclaré la requête **irrecevable**, jugeant que les juridictions allemandes avaient dûment mis en balance le droit à la liberté d'expression des deux sociétés requérantes avec le droit du journaliste présentateur de télévision, alors placé en détention provisoire, au respect de sa vie privée. Elle a estimé en particulier que si la photo litigieuse n'avait pas de caractère diffamatoire, péjoratif ou dégradant pour l'image du journaliste présentateur de télévision, elle montrait néanmoins celui-ci dans une situation – la cour d'une prison – où il ne pouvait pas s'attendre à être photographié. En ce qui concerne par ailleurs la sanction infligée aux deux sociétés requérantes, la Cour a observé que les juridictions allemandes s'étaient bornées à prononcer une interdiction de publier ou de diffuser à nouveau la photo litigieuse et une obligation de rembourser un montant modeste de frais d'avocat.

Voir aussi : [B.Z. Ullstein GmbH c. Allemagne](#), décision sur la recevabilité du 22 septembre 2020, concernant la plainte d’un quotidien portant sur l’interdiction par un tribunal civil de publier une photo non pixélisée d’un homme de 18 ans accusé de tentative de meurtre.

[Mediengruppe Österreich GmbH c. Autriche](#)

26 avril 2022

Cette affaire portait sur une ordonnance judiciaire enjoignant au quotidien *Österreich*, qui appartenait à la société requérante, de s’abstenir de publier certaines informations particulières concernant une personne indirectement liée à la campagne du candidat du Parti libéral autrichien à l’approche de l’élection présidentielle de 2016. Le journal avait fait paraître une photographie du frère de l’assistant du candidat prise dans une manifestation des « milieux de droite » et avait révélé que l’homme était un « néo-nazi condamné ». La condamnation en question datait de vingt ans et elle avait été effacée.

Une procédure judiciaire s’ensuivit. Dans sa décision définitive, la Cour suprême interdit à la société requérante de « publier des images du [frère de l’assistant] sans l’autorisation de l’intéressé si parallèlement, dans le reportage accompagnant la photographie, celui-ci [était] qualifié de néo-nazi condamné (...) ».

La Cour a conclu à la **non-violation de l’article 10** (liberté d’expression) de la Convention, jugeant que, dans les circonstances spécifiques de l’espèce, les motifs invoqués par les juridictions nationales avaient été conformes aux critères établis dans la jurisprudence de la Cour et qu’ils avaient été « pertinents et suffisants » pour justifier l’ingérence dans le droit à la liberté d’expression de la société requérante. Elle a observé, en particulier, que la Cour suprême autrichienne avait mis en balance les intérêts concurrents en jeu et, ce faisant, avait examiné l’affaire sur la base des critères établis par l’arrêt rendu par la Cour européenne dans l’affaire *Österreichischer Rundfunk* (voir ci-dessus, page 12). Dès lors, la Cour n’a aperçu aucune raison sérieuse de substituer son propre avis à celui des juridictions nationales et elle a estimé que l’ingérence avait été « nécessaire dans une société démocratique ».

Voir aussi, récemment :

[D.H. et autres c. Macédoine du Nord \(n° 44033/17\)](#)

18 juillet 2023

Contact pour la presse :
Tél. : +33 (0)3 90 21 42 08